



## **Justice pour Nahel ! Non à l'impunité ! Créteil solidaire avec Nanterre !**

Depuis une semaine, la colère populaire explose dans toute la France car la mort du jeune Nahel à Nanterre est celle de trop après des années de violences policières dans l'impunité. Depuis les révoltes urbaines de 2005 suite à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, la situation a malheureusement empiré pour les quartiers populaires.

Nous souhaitons exprimer toutes nos condoléances à la famille de Nahel et afficher notre solidarité totale avec Nanterre qui se soulève contre cette injustice, à la tête d'une révolte de la dignité et de la liberté.

A ce stade, la justice a placé en détention provisoire le policier qui a tiré à bout portant sur Nahel. Il faudra qu'une sanction exemplaire s'applique contre lui et son complice à ses côtés. A l'initiative de la famille de Nahel, des milliers de personnes se sont rassemblés à Nanterre pacifiquement dans le cadre d'une marche blanche pour demander la justice et la paix.

Mais Macron et le gouvernement n'ont annoncé aucune mesure politique structurelle pour mettre fin à ces violences policières et pour restaurer l'égalité dans les quartiers. La réponse sécuritaire a été privilégiée en utilisant des unités spécialisées militarisées de la police et de la gendarmerie. Cette gestion a déjà montré son impasse et menace notre démocratie.

Dans le même temps, les organisations factieuses de la police mettent de l'huile sur le feu et déshumanisent la jeunesse des banlieues et tous ses habitants.

Le résultat est que la colère et la frustration emmagasinée depuis des années se sont exprimées par la violence principalement contre des biens matériels dans toute la France depuis plusieurs nuits. En effet, le calme ne pourra pas revenir si Macron reste sourd à la révolte et son exigence de justice. Ce n'est ni l'éducation des parents, ni les jeux vidéo, ni les réseaux sociaux (ni Mélenchon !) qui sont la cause de la révolte mais des politiques de ségrégation urbaine, d'inégalités sociales, de casse des services publics et de violences racistes.

La grand-mère de Nahel a appelé à ce qu'il n'y ait plus de violence qui nuise à la population. Nous condamnons fermement l'attaque lâche du domicile et de la famille du maire de l'Haÿ-les-Roses. La France Insoumise est, et a toujours été, contre les stratégies de violence en politique. C'est pourquoi il faut en urgence une réponse politique.

En ce sens, nous soutenons l'initiative du groupe parlementaire de la France insoumise qui a mis un plan sur la table pour mettre en place la Justice partout : [Plan d'urgence de sortie de crise - La France insoumise](#). Il faut en premier lieu abroger les dispositions « permis de tuer » de la loi Cazeneuve de 2017, responsable de l'explosion des décès suite à des refus d'obtempérer et créer

une commission « Vérité et Justice » sur les violences policières ayant entraîné la mort ou la mutilation de citoyens pour en établir toutes les responsabilités. Les familles des victimes de crimes policiers, les syndicats et les associations ont également des propositions fortes pour mettre fin à ces crimes policiers racistes. Discutons ensemble d'une plateforme commune pour l'imposer à Macron et à son gouvernement.

Alors que les braises du mouvement contre la réforme des retraites sont encore chaudes, que les militant.es écologistes subissent une répression sans précédent, que les Soulèvement de la terre ont été dissous, que Darmanin fait en permanence la passerelle avec l'extrême droite notamment en stigmatisant les migrant.es, il faut se mobiliser toutes et tous ensemble pour défendre nos droits et les libertés démocratiques, mettre fin aux violences policières racistes, soumettre la police au contrôle populaire et dire non à l'état d'urgence. Les policiers et gendarmes doivent être les gardiens de la paix au service de la population, nous savons que beaucoup d'entre eux le désirent.

Ce samedi, nous étions à Créteil au côté de la famille d'Alassane Sangaré, mort l'année dernière entre les mains de l'état qui refuse toujours de reconnaître sa responsabilité qui apparaît de plus en plus évidente. La marche pour Adama du samedi 8 juillet au départ de Persan sera aussi une étape importante. Nous dénoncerons avec Assa Traoré, l'incurie de la justice qui n'a toujours pas mis en examen les gendarmes, en cause dans la mort d'Adama, le jour anniversaire de ses 24 ans le 19 juillet 2016.

Pourquoi ne pas organiser ensuite une grande marche le 14 juillet pour être à la hauteur de notre histoire et élever le niveau du rapport de force contre Macron et son gouvernement. Il est grand temps de faire front commun !

Créteil, le 2 juillet 2023